



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

http://ledessindulundi.ultra-book.com



Montant des coupes budgétaires annoncées :

2012 : 13 milliards

2013 : 5 milliards

2014 : 8 milliards

2015 : 11 milliards

...

Combattons l'austérité !

Aucun paiement de la dette
publique aux banques !

Pour l'indépendance de classe
des organisations syndicales



STIB :
La police n'est pas la
solution

p.5

Le modèle chinois
mis à mal par la crise
et la montée ouvrière

p.10

BDS : Rupture des
relations

UCL - Tel Aviv !

p.9

Premier Mai : la lutte continue !

Nous sommes invités à « fêter » le Premier mai, concert gratuit à la clé. Mais en cette journée historique de lutte pour la classe ouvrière, l'heure devrait plutôt être au plan d'action. Les ajustements budgétaires vont bon train partout en Europe. Le gouvernement Di Rupo affirme qu'il faut « trouver » encore quelques milliards, c'est-à-dire imposer de nouvelles mesures d'austérité aux travailleurs... pour garantir le paiement des dettes de l'Etat envers les banques. Et puisqu'on est très loin de sortir de la crise, il est certain que d'autres mesures d'austérité tomberont.

Les parlementaires de tous bords semblent se disputer pour déterminer où trouver les milliards « nécessaires », sans même se poser la question s'il faut bien les trouver et payer la dette publique aux banques, dont les seuls intérêts engloutissent chaque année plus de 30 milliards (environ 10 % du PIB). Maintenant, le débat concernant la diminution du salaire, « pour sauver la compétitivité des entreprises » nous disent-ils, gagne du terrain. Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique (CD&V), tout en jurant fidélité « au principe » de ne pas toucher à l'index, propose de « ralentir l'indexation » en y rabotant 0,92% chaque année, pendant cinq ans pour commencer.¹ On parle aussi de sortir l'énergie de l'index, après que le Plan global en avait sorti le pétrole, l'alcool et le tabac.

Si après le mois de décembre mouvementé et la grève générale du 30 janvier, les sommets syndicaux étaient satisfaits de « retourner à la table des négociations », beaucoup de travailleurs, par contre, ont fait face aux patrons. Les actions ont été nombreuses, parfois aboutissant à de petites victoires ! Les pompiers se sont

mobilisés pour maintenir le départ anticipé à 60 ans, et ils ont obtenu gain de cause. Contre la réforme des pensions, les lamaneurs du port d'Anvers ont été jusqu'à faire 3 jours de grève. Après une succession de luttes isolées mais répétitives, les gardiens de prisons sont partis en grève, générale cette fois, en front commun dans toutes les prisons : un véritable bras de fer avec la Ministre pour protester contre leurs conditions de travail, la surpopulation et l'attaque du droit de grève (l'instauration d'un « service minimum »). Suite à la mort d'un agent, un mouvement de grève s'est aussi généralisé au sein de la STIB car il y a un réel ras-le-bol dû en fin de compte aux mauvaises conditions de travail. Et ils ont eu aussi le soutien notamment des chauffeurs des TEC, des cheminots ! L'usine de panneaux solaires Isol à Dison a fait trois jours de grève pour défendre un délégué licencié, qui a été réintégré. A Meister-Sprimont, les travailleurs se sont opposés à une délocalisation et ils ont fait face avec succès à une attaque de mercenaires armés de matraques, envoyés par les patrons pour « récupérer des marchandises », et protégés par la police. Les attaques ont été durement condamnées et les travailleurs ont pu empêcher que l'entreprise soit vidée, une double victoire. Et un long etcetera.

Pour Anne Demelenne et Rudy De Leeuw de la FGTB, « *la balle est dans le camp des employeurs et non dans celui des travailleurs* » puisque « *les vrais problèmes [sont] surtout les problèmes structurels de notre économie que sont le déficit d'innovation et la mauvaise orientation des exportations* ». Qui plus est, pour eux, « *la balle est aussi dans le camp de l'Europe* » qui aurait

besoin d'un « *gouvernement fédéral [européen] capable d'orienter l'économie et de réguler les marchés, une banque centrale dotée d'un rôle de stabilisateur économique et monétaire, de financier des Etats, voire d'emprunteur unique* ». Ils veulent « sauver l'euro et l'Europe » et défendent même l'émission de titres de dette européens : des eurobonds.² Des dettes, des dettes et encore des dettes... Qu'elles soient de l'Etat belge ou de l'emprunteur européen, les dettes ne servent qu'à drainer la richesse produite par les travailleurs vers une poignée de capitalistes qui contrôlent les banques.

Pour nous, nos syndicats ne sont pas là pour « sauver la compétitivité des patrons », ni pour défendre une Europe à leur service. Comme le disait un candidat FGTB aux élections syndicales : « *La richesse est distribuée de façon de plus en plus inégalitaire. C'est une bonne raison pour coordonner une activité syndicale plus offensive.* »³

Pour nous, la solution est de **ne pas payer cette dette** dont les travailleurs ne sont pas responsables et qui est de toute façon illégitime, contraire aux intérêts de *notre* classe. Mettons la pression pour que les sommets syndicaux organisent et coordonnent les différentes luttes dans un grand plan d'action national, qui se solidarise avec les combats dans les autres pays de l'Europe, et préparent une nouvelle grève générale pour mettre fin au diktat franco-allemand et des banquiers. La lutte d'un travailleur, d'une entreprise, c'est la lutte de toute notre classe.

¹ Hendrik Bogaert, dans une interview à *DeTijds*, 04.04.2012

² *Syndicats*, 24.02.2012

³ RTBF, émission du 21.04.2012



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

FGTB :

Pour l'indépendance vis-à-vis du PS et l'indépendance de classe !

Après la flambée des luttes survenues en décembre et prolongée dans la grève générale du 30 janvier, le mouvement social général contre les plans d'austérité a été progressivement disloqué par les directions syndicales, sans que les travailleurs ne soient parvenus à faire reculer le gouvernement Di Rupo sur les mesures de réduction des dépenses publiques destinées à asseoir les bénéfices des banques. Il est temps maintenant de faire un bilan des relations entre le parti du Premier ministre, le PS, et l'une des composantes essentielles du mouvement syndical, la FGTB, et d'identifier par là les nouveaux défis que nous avons face à nous.

Quel est le lien entre le PS et la FGTB ?

La première forme d'organisation syndicale commune du mouvement ouvrier belge a vu le jour dans le cadre du PS, alors Parti Ouvrier Belge (POB), fondé en 1885. Depuis lors, si la FGTB est restée structurellement liée au PS, elle s'en est progressivement éloignée sur le plan organisationnel, financier et administratif.

La *Commission syndicale* du POB est créée en 1898 ; elle devient *Confédération Générale du Travail de Belgique* (CGTB) en 1937. Avec la refondation du PSB en 1945, le système de l'adhésion collective au parti par l'intermédiaire du syndicat est aboli, mais devant la victoire catholique aux élections de 1949 et la perspective du retour de Léopold III, les quatre branches du mouvement socialiste – le parti, la mutualité, les coopératives et les syndicats – se réunifient avec la constitution d'un *Comité d'Action Commune*.

Le cumul entre un mandat politique (parlementaire) et syndical pour les membres du Secrétariat national de la FGTB ne sera interdit qu'en 1964. Néanmoins, les liens parti-syndicat restent aujourd'hui très puissants. La FGTB dispose d'un siège permanent au Bureau du PS, régulièrement occupé par Anne Demelenne ou Thierry Bodson, et dans les coulisses de l'Etat, les contacts au plus haut niveau se font de manière suivie.

A l'instar de Philippe Van Muylder (secrétaire général de la FGTB Bruxelles), Erwin De Dyen et Myriam Delmée (président et vice-présidente du Secrétariat fédéral du SETCa), la grande majorité des cadres syndicaux sont affiliés au PS ; l'ascension de nombre d'entre eux dans la hiérarchie de l'organisation tient plus à leur carte de parti qu'à une volonté réelle de leur base. Certains de ces cadres font en



*Elio Di Rupo et Anne Demelenne
Le PS et la FGTB*

suite carrière au PS, voire directement dans le monde patronal

Confronté au phénomène Mélenchon et aux appels à fonder une organisation politique « à gauche du PS et d'Ecolo », Bodson prend une attitude défensive et tente de justifier cette continuité institutionnelle avec le PS : « *Nous avons la capacité d'aiguillonner le PS et de le pousser à avoir des propositions plus radicales* »¹.

Que propose le PS à la FGTB ?

Pourtant, depuis sa première entrée au gouvernement en 1918, fort de son attitude « loyale » durant la guerre, et aujourd'hui encore, à travers sa gestion de la crise économique, le PS démontre clairement dans quel camp il est et quels intérêts il défend.

Il a déçu des milliers de travailleurs avec son refus d'attaquer le système des intérêts notionnels, sa poursuite des politiques Leterme-Reynders de déduction fiscale pour les multinationales, de sauvetage et de garanties pour les banques européennes², sans parler de ses mesures de réductions des revenus destinés aux jeunes sortis des

études, aux chômeurs, aux travailleurs en fin de carrière, aux pensionnés et prépensionnés.

Le projet du PS est une attaque au mouvement syndical combatif : son intention est de soumettre les organisations syndicales au gouvernement de manière à ce que celles-ci entretiennent des liens de collaboration avec lui plutôt que de l'affronter.

Quand des sections régionales invitent des élus « socialistes », et pas des moindres, dans leurs réunions, ceux-ci viennent prêcher l'impossibilité à « faire mieux » lors des négociations et soulignent lourdement les mesures à ne surtout pas combattre (ou à éventuellement dénoncer)³. Les intérêts des uns et des autres se rencontrent : ces dirigeants syndicaux garantissent la paix sociale et redorent le blason du PS comme « parti des travailleurs » et seul « relais politique » possible des organisations syndicales, tandis que le PS concourt à les maintenir dans leur rôle de négociateurs fiables et reconnus



via le respect du système de « concertation sociale », rôle qui leur vaut de pouvoir satisfaire leurs appétits personnels d'argent, de pouvoir, de statut et de prestige.

Ces directions syndicales utilisent de la sorte leur lien avec le PS pour garantir leurs privilèges matériels et politiques : ne pas travailler, se faire payer leurs notes de frais, dépenser l'argent du syndicat comme il leur plaît (bâtiments, voyages, etc.), prendre place à la table de négociation aux côtés du patronat et du gouvernement, etc. Dans ce cadre, les leaders syndicaux affiliés au PS trouvent une cohérence idéologique entre leurs deux casquettes.

Le PS veut continuer à défendre le business des banquiers et des spéculateurs et, grâce à ses « émissaires » syndicaux, il est le mieux placé pour le faire avec le support des travailleurs. Toutefois, les dirigeants de la FGTB qui continuent d'appuyer le PS « oublie » de considérer les conséquences politiques réelles : davantage de coupes budgétaires, des salaires faibles, moins de services publics, moins d'aides sociales, etc.

Face à l'accord budgétaire fédéral et la réforme des pensions, les travailleurs ont mené d'importantes luttes de résistance. Celles-ci n'ont pas pu prendre davantage d'ampleur car elles ont été isolées par les centrales syndicales qui, au lieu de les centraliser et de les approfondir, ont agi comme médiateurs *ad honorem* du gouvernement, reportant la contestation sur l'argument du « moindre mal » face à la N-VA.

Voilà l'œuvre du PS : garantir, par le biais de cette caste bureaucratique, un syndicalisme de concertation et de coopération, un syndicalisme qui accompagne les coupes budgétaires plutôt que de s'y opposer, qui veut contribuer à amortir les baisses du taux de profit et les conflits capital-travail afin de prioriser la « compétitivité » et le « remboursement » des dettes du « pays »... c'est-à-dire les intérêts de la classe dominante.

Pour une nouvelle direction politique et syndicale pour les organisations des travailleurs

La tâche de construire un mouvement ouvrier indépendant du PS et des autres partis bourgeois est urgente. Cette indépendance doit

se comprendre et se développer sur une base de *classe*, ce qui se traduit par le fait que les travailleurs comprennent qu'ils sont une classe antagoniste à celle des patrons et que leurs organisations doivent être absolument *indépendantes* du patronat, du gouvernement et des institutions de l'Etat.

Mais ce n'est pas tout. Que signifie le fait que le sommet de la FGTB, en tant que tel, participe aux instances dirigeantes d'une organisation politique dont l'essence du programme est de faire payer la crise aux travailleurs ? Cette relation politique et organisationnelle est incompatible avec l'*autonomie* du mouvement syndical.

Les choix d'orientation – quelles positions prendre face aux événements politiques, quels types d'actions mettre en place à tout moment – doivent reposer sur la plus ample démocratie dans l'organisation, sur la liberté de débats et de décisions, où tout affilié, membre d'un parti politique ou non, a droit de parole ; et non pas sur des impositions de dirigeants inféodés aux partis au pouvoir.

Dans ce processus de décision souverain, à la base, nous intervenons et affirmons que pour lutter contre l'austérité et la dégradation des conditions de vie, pour l'investissement public et la relance de l'appareil productif, il est indispensable de s'opposer aux coupes budgétaires actuelles, dans la rue, et d'imposer des mesures radicales tels que la nationalisation du secteur bancaire, l'annulation du paiement de la dette et le partage du temps de travail.

L'action militante que nous proposons se donne pour principes de rétablir les liens de solidarité entre tous les travailleurs, spécialement vis-à-vis de ceux qui luttent ; de privilégier l'assemblée, la mobilisation, la grève et la grève générale comme les mécanismes d'une lutte démocratiquement organisée, coordonnée au niveau international, contre l'exploitation capitaliste et l'oppression politique régnant dans le monde.

La construction d'un rapport de force politique passe nécessairement par la construction d'un parti politique, à l'identité idéologique précise, exprimée dans son programme ; un parti qui place les tâches syndicales (pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail) dans une perspective d'émancipation politique plus large ; un parti qui soit la continuité de nos luttes sur tous les fronts, dans toutes les sphères de la société, contre le système capitaliste.

Pour que dorénavant les poussées de fièvre se traduisent en combats efficaces et non en protestations purement formelles, nous devons lutter pour une nouvelle direction syndicale et politique au sein des organisations des travailleurs.

1 *Le Soir*, 16/04/12.

2 Sous le gouvernement Leterme, le coût total du sauvetage des banques s'est élevé à 20,64 milliards d'euros ; le montant total des garanties bancaires, à 68 milliards d'euros.

3 *Vers l'avenir*, 21/11/12.

Correo Internacional, la publication officielle de la LIT, est disponible en français.

Vous pouvez la demander au camarade qui vous offre ce journal.

Dans ce numéro :

- L'actualité de l'économie mondiale.
- Le processus de la lutte populaire contre le régime dictatorial de Bachar al Assad est devenu une guerre civile de plus en plus violente et polarisée.
- Au Portugal, le courant Ruptura-FER a quitté le Bloc de gauche et fonde un nouveau parti, le MAS.
- La LIT-QI a trente ans.
- Histoire du courant moréniste.
- La défense de la morale révolutionnaire.
- Pour la construction d'une internationale révolutionnaire.



STIB : la police ne réglera pas le problème de sécurité

Nous reproduisons ici quelques réflexions d'Oliver Rittweger, délégué de la CSC à la STIB, et invité dans l'émission Controverse sur RTL-TVI du dimanche 15 avril. Il réagit très correctement sur l'annonce de la Ministre de l'intérieur d'engagement immédiat de 70 nouveaux policiers, mais son point de vue semblait déranger quelque peu...

Pour diminuer la fraude on a investi 46 millions d'euros dans les accès aux stations de métro. Combien d'agents de prévention, des patrouilleurs d'interventions, d'éducateurs de rue aurait-on pu déployer sur le réseau avec ce budget ? Combien d'agressions aurait-on pu éviter si on avait investi dans l'humain ?

Vous savez, la gestion de la STIB ces dernières années s'est focalisée sur la rentabilité et la productivité. [...]

Pour les voyageurs et les agents de conduite, 80% des agressions verbales et physiques ont été liées à l'introduction de la monté à l'avant du bus, par exemple. Les travailleurs de la STIB et les voyageurs sont tous victimes d'une même politique et je pense qu'on doit essayer de construire **une alliance entre les usagers et les travailleurs** pour renforcer les transports publics, pour les rendre plus sûr. [...]

Vous savez que c'est aux Etats-Unis, où il y a le plus de policiers, que se trouve le record de la criminalité. Si on n'attaque pas les causes structurelles, les inégalités sociales, il faudra toujours plus de policiers si on continue dans cette direction. Un chauffeur de bus paye plus d'impôt qu'une multinationale comme Arcelor Mittal.

A Bruxelles, le taux de chômage de jeunes est dramatique, et ce gouvernement veut supprimer les prépensions. Vous savez que si on plonge toujours plus de gens dans la misère, on va droit dans le mur. [...]

Il y a certains accords signés aujourd'hui qu'on demande depuis longtemps, mais je vous demande d'écouter les travailleurs et les syndicats : investissez dans les services publics ! Ce sont nos biens les plus précieux et le meilleur moyen d'endiguer la violence.

Pas de dumping social dans nos gares ! Mettons fin à l'exploitation des équipes de nettoyage !

Cela fait plus de 5 ans que la SNCB sous-traite le nettoyage de ses gares et que le sous-traitant sous-traite lui-même à un autre... Au bout de cette chaîne, les nettoyeurs étaient obligés de travailler avec un statut d'indépendant, ou plutôt de faux indépendant puisqu'ils sont soumis à des contrôles comme tout ouvrier et tout cela en bafouant les conventions collectives de travail. Grâce à l'action syndicale engagée depuis 2008, la plupart ont aujourd'hui un contrat, qui vient à terme en juin 2012 !

Il est donc urgent de les soutenir, en signant notamment la pétition ci-dessous, pour qu'ils obtiennent un contrat SNCB selon les pistes en discussion actuellement dans les commissions paritaires. La Direction de la SNCB est bien-sûr au courant de la situation, car elle en profite en payant ce service à un prix au rabais. Elle en est de ce fait responsable ! Ensemble nous pouvons la contraindre à respecter ses travailleurs.

Cheminots et sous-traitants, unis pour la défense de nos conditions de travail !

Des documentaires à la télé et des articles récents dans les journaux ont révélé que le nettoyage dans les gares bruxelloises est fait par des sociétés privées, qui manipulent les conditions de travail de façon inhumaine et illégale. Les nettoyeurs doivent travailler 7 nuits sur 7 sans aucune protection sociale ou congé de maladie rémunéré, et ce tout au long de l'année. Ceci est également le cas à la Gare Centrale de Bruxelles, où des dizaines de milliers de navetteurs débarquent chaque jour dans une gare propre afin de se rendre au boulot. Si le nettoyage d'une telle gare ne se faisait pas pendant quelques jours, on se retrouverait probablement dans une porcherie. En tant que navetteurs, nous ne pouvons pas accepter que le nettoyage soit fait sous des conditions de travail du 19ième siècle.

La direction de la SNCB prétend maintenant, après le passage de l'Inspection Sociale, qu'elle veut lutter contre la fraude sociale et qu'elle « attache une grande

importance au respect de la législation sociale en tant que société publique » - les mots de Jannie Haeck dans La Dernière Heure du 24-25 Mars 2012. Mais en externalisant de plus en plus d'activités pour réduire les coûts, la direction a promu elle-même des pratiques de ce genre. Les nettoyeurs risquent maintenant d'être les victimes de la situation eux-mêmes : si la société de nettoyage, leur patron, perdait sa licence, les nettoyeurs perdraient leurs emplois. Voilà la raison d'être de cette pétition : nous voulons demander à la direction de la SNCB d'engager les nettoyeurs sous contract SNCB. Ils font ce travail depuis des années et connaissent certainement le métier.

Les « vrais » employés de la SNCB devraient également défendre cette cause auprès de leurs syndicats et ne pas admettre des pratiques d'exploitation. Si la direction de la SNCB montre qu'elle veut réengager les nettoyeurs, l'image de la SNCB y bénéficiera.

N'hésitez pas à transmettre cette pétition à vos amis !

Signez la pétition sur : www.petities24.com/nmbs-sncb_stop_sociale_dumping_-_stop_au_dumping_social

Les dettes sont toujours au service des capitalistes

Régulièrement, le gouvernement affirme devoir trouver quelques milliards supplémentaires dans le budget pour satisfaire les exigences de « l'Europe ». Mais aucun parlementaire, sans parler des ministres, ne remet en cause qu'il faut bien trouver ces milliards. Ils se cachent derrière « l'Europe » qui exige de « payer la dette », et ils oublient d'y ajouter qu'il s'agit en réalité de payer les « sauvetages » des banques.

Pour nous, la solution est de ne pas payer cette dette, qui n'est qu'un moyen pour pomper l'argent public, la richesse produite par les travailleurs, vers les poches de l'oligarchie financière.¹

La dette publique s'envole

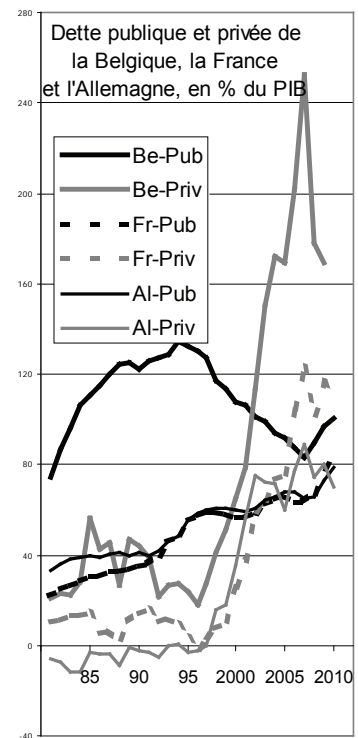
A partir de la fin du boom économique d'après-guerre et le début de la crise chronique du capitalisme dans les années 70, la dette publique de la Belgique, comme celle d'autres pays de l'Union européenne, a commencé à gonfler et est devenue systémique. « La Dette Publique devient l'un des leviers les plus énergiques de l'accumulation initiale. Comme un coup de baguette magique, elle confère à l'argent improductif un talent de procréation qui le transforme en capital, sans qu'il ait besoin de s'exposer au dérangement et aux risques des investissements industriels et même des placements usuraires. En réalité, les créanciers de l'Etat ne donnent rien, car la somme prêtée est transformée en obligations publiques facilement transférables qui continuent à fonctionner entre leurs mains comme si elles étaient autant d'argent liquide. »² Ces créanciers de l'Etat acquièrent ainsi des « droits de propriété sur le travail » et sont alors « autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts »³. Dans chaque pays de l'UE, la bourgeoisie faisait appel à ce mécanisme d'accumulation initiale pour surmonter la crise et pour se préparer à une concentration de capital dans des multinationales. Dans les 14 pays de l'OCDE, il y avait 7 000 entreprises multinationales en 1969, 40 000 aux environs de 1995 et 63 000 en 1999.⁴

Au début des années 90, après la chute du Mur de Berlin, le Traité de Maastricht essaya de couper court à la surenchère entre pays et d'imposer une limite pour la dette publique, « la même pour tout le monde », de 60 % du PIB. Ce fut en vain. La Belgique, acceptée dans le club sélect de l'Union européenne alors qu'elle dépassait de loin ce critère, continuait à gonfler sa dette publique, et les autres pays, en

particulier l'Allemagne et la France, commençaient aussi à gonfler leur dette au-delà de la limite.

Vers la fin des années 90 toutefois, la Belgique est devenue encore plus dépendante de l'économie de ses voisins. « La grande majorité des entreprises de grande taille appartiennent à des groupes étrangers. Récemment encore, d'importantes entreprises belges sont passées sous le contrôle d'actionnaires étrangers. Actuellement, les centres de décision de deux entreprises sur trois du top 100 belge se trouvent à l'étranger. »⁵ Dans le sauve-qui-peut d'une économie mondiale de plus en plus en difficulté, « l'Europe » parvient alors à contraindre la Belgique à limiter ses appétits et à diminuer la dette publique, alors qu'elle laisse l'Allemagne et la France gonfler la leur bien au-delà des 60 % du PIB. De ce fait, les placements des Belges riches se trouvent de plus en plus à l'étranger. Et si en 1998, 85 % de la dette belge était aux mains des résidents, ce n'est plus que 42 % en 2009.

Prenons l'exemple d'Albert Frère, l'homme le plus riche de la Belgique. Il a été actionnaire de toute une collection d'entreprises qui sont passées sous pavillon étranger. Ainsi, *Tractebel* a finalement été absorbée par le nouveau géant énergétique européen, *GDF SUEZ*, dont *Electrabel* remplit maintenant les caisses via les factures d'électricité des Belges. *Petrofina*, créée à Anvers en 1920, a été absorbée par *TotalFina* en 1999, qui a fusionné avec *Elf-Aquitaine* en 2000, pour former le groupe français *Total*... dont Albert Frère est actuellement le principal actionnaire individuel. Il n'est pas étonnant que ce monsieur ait été parmi la petite centaine d'invités pour fêter en famille la victoire électorale de Sarkozy en 2007. Tout comme ce n'est pas étonnant que les travailleurs du front



syndical hennuyer du Service Public Fédéral des Finances aient choisi le siège de sa « *Compagnie Nationale à Portefeuille* » pour montrer de façon symbolique des pistes alternatives pour alimenter les caisses de l'Etat.⁶

On le voit, sur la question de la dette publique comme sur d'autres, l'Etat belge et son gouvernement ne peuvent qu'être de plus en plus soumis aux diktats de « l'Europe », au service de la grande bourgeoisie.

La dette privée s'envole

Sous cette pression de l'UE, le gouvernement Verhofstadt a alors diminué la dette publique. Cependant, les capitalistes belges n'étaient pas prêts à se résigner à perdre cette manne. Ces grandes entreprises, devenues étrangères, continuaient à exploiter, via notamment la sous-traitance, une pléiade de PME bien belges. « Structuellement, le monde de l'entreprise belge se compose d'une série de grandes entreprises et d'un très grand nombre de PME. [...] Environ 83 pour cent des entreprises belges comptent moins de 10 salariés, 97 pour cent des entreprises emploient moins de 50 personnes. Les PME génèrent plus de 70 pour cent du PIB. Les PME belges sont en outre dans leur très grande majorité des entreprises familiales. [...] Les PME belges sont les plus rentables de l'UE. La Belgique est par ailleurs le

seul pays européen dont la rentabilité des PME est de loin supérieure à celle des grandes entreprises. »⁷

Et les entreprises multinationales s'arrangent alors pour faire porter le fardeau par « les petits » qui commencent à crouler sous les dettes. En 2006, 7 692 PME ont fait faillite, avec une perte d'emploi de 20 864 salariés.⁸ La dette des ménages, qui doivent emprunter pour répondre à des situations devenues plus difficiles, augmente aussi. Bref, la dette privée explose. Et les Centres de coordination et autres intérêts notionnels donnent le cadre légal pour que ces multinationales se sauvent du déluge, leurs bénéficiaires échappant au paiement d'impôts.

Quelques Belges riches, qui ont maintenant placé leur argent dans ces entreprises devenues principalement françaises ou allemandes, détiennent des fortunes largement suffisantes pour compenser toutes les dettes belges. « *Le portefeuille financier des Belges atteint 900 milliards, et leur épargne brute plusieurs dizaines de milliards chaque année.* »⁹ Mais pourquoi contribuer au paiement de la dette, si ces dettes sont leur meilleure source de revenu ?

L'endettement public sauve les banques de la crise.

Puis est arrivée la crise de 2007-2008. La machine s'est enrayée et les banques se sont trouvées dans le pétrin. Les endettés privés deviennent insolvable. C'est le drame de milliers de ménages qui ne pouvaient plus payer leurs hypothèques et la faillite de la banque Lehman-Brothers. Qu'à cela ne tienne. Les Etats interviennent de nouveau, pour « sauver » ces banques et ces multinationales, avec de l'argent récolté en émettant des titres de dette. La dette publique s'envole de nouveau pour diminuer la dette privée, devenue insolvable. La dette privée est convertie en dette publique.

C'est le cas, par exemple, de la saga Fortis. En 2008, l'Etat belge a acquis 100 % des actions de Fortis Banque auprès du Holding Fortis pour 9,40 milliards d'euros et en a cédé ensuite 75 % à BNP Paribas en échange d'actions de cette banque, au cours de 68 EUR. Ces actions valent aujourd'hui 39 EUR. Le résultat est une perte sèche de 2,3 milliards d'euros, qui vient à

alourdir la dette souveraine belge. Et l'histoire se répète avec Dexia.¹⁰ Pour sauver trois grandes banques (Fortis, Dexia et KBC), l'Etat belge y a injecté du capital pour un total de 21 milliards et a accordé différentes garanties pour une valeur totale de 68 milliards d'euros ! Et récemment, la garantie accordée à Dexia est devenue une raison pour y injecter encore une dizaine de milliards, afin d'éviter de devoir déboursier la garantie.¹¹

Ainsi, l'Etat – c'est-à-dire nous tous – paye régulièrement des sommes importantes aux banques, aux fortunés créanciers de ces « dettes » bien rémunérées. En 2006, avant encore cette explosion de la dette publique, l'Etat a payé **600 euros par mois et par ménage** pour le « service de la dette », 34 milliards au total, plus que les prestations sociales en santé et allocations familiales (31 mrd), presque autant que les pensions et le chômage (40 mrd).¹² Et actuellement, les plans d'austérité se succèdent, pour combler le trou des mésaventures capitalistes.



Se battre pour ne pas payer la dette !

Beaucoup de travailleurs refusent d'être les victimes de la crise du capitalisme. Pour donner une

réponse à cela, la FGTB a mené sa campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé », puis « Où est passé l'argent ? Dans la poche des actionnaires ». Il ne faut pas aller chercher des milliards sur le dos des travailleurs avec une austérité soi-disant incontournable. Mais pour être conséquent avec cela, il faut arrêter d'alimenter cette hémorragie infernale du « service de la dette ». **Il faut arrêter de payer la dette !**

Différentes initiatives commencent à voir le jour dans notre pays pour mettre en question cette dette odieuse. CADTM et ATTAC ont introduit le 23 décembre dernier un recours devant le Conseil d'Etat afin d'annuler l'arrêté royal octroyant des garanties pour 54 milliards à la banque Dexia, devenue Belfius, « *un combat juridique qui s'inscrit plus largement dans une lutte*

politique pour l'annulation de la dette publique illégitime, notamment celle issue du sauvetage des banques ». ¹³ Certains exigent un audit de la dette, pour ne payer finalement que la partie légitime. Cet audit va certainement dévoiler le caractère odieux de la dette. Nous soutenons ces luttes et nous voulons promouvoir l'unité la plus ample autour du thème.

Il va de soi que les capitalistes ne vont pas se laisser convaincre par quelques arguments sur ce qui est « illégitime » ou « inéquitable ». C'est par la lutte que, par exemple, les travailleurs grecs ont déjà obtenu que les banquiers aient dû accepter d'effacer 100 milliards d'euros de la dette publique.¹⁴

Ne faut-il pas craindre alors les foudres de tous les créanciers du monde ? Bien sûr. Le mouvement ouvrier devra se défendre, prendre des mesures d'autodéfense telles que la nationalisation des secteurs clefs de l'économie, le contrôle des flux de capitaux, le monopole de l'Etat pour le commerce extérieur. Et pour cela, il faudra s'organiser ensemble avec les travailleurs des autres pays de l'Europe. Ce programme commence, aujourd'hui même, par une opposition sans relâche aux plans d'austérité, par le mot d'ordre déjà amplement assumé par les travailleurs : ne pas payer la crise dont seuls les capitalistes sont responsables.

1 Pour les données du graphique qui illustre cet article, voir www.reinhartandrogoff.com

2 K. Marx, *Le Capital*, livre I, chap. XXIV

3 K. Marx, *Le Capital*, livre III, chap. XXX

4 Voir : Patrick Vandenhove *Working Paper* 6.01 du Bureau Fédéral du Plan (<http://www.plan.be>)

5 *Economie générale*, un exposé sur l'Economie belge qui, en 2009, se trouvait encore sur le site www.diplomatie.be du gouvernement belge.

6 www.demorgen.be, 29.03.2011

7 *Economie générale*, o.c.

8 *Le Soir* 02.01.2007, 21.03.2007, *De Standaard* 17.12.2007

9 *Le Soir*, 22.01.2011.

10 Voir Eric DOR, *L'impact de la crise financière sur la dette de la Belgique et le poids très élevé des garanties publiques octroyées* p. 8 (iëseg school of management - mars 2012)

11 *Le Soir* 27.04.2012

12 CADTM, *La dette ou la vie*, 2011 – chap.11

13 Voir <http://sauvetage-dexia.be/>

14 *Le Soir* 19.04.2012

Non au paiement de la dette publique!



Contre la guerre sociale de l'UE et des gouvernements de la troïka

*Les gouvernements européens ont déclaré une **guerre sociale** ouverte aux travailleurs, aux jeunes et aux secteurs populaires de tout le continent, afin d'imposer un **recul historique**. [...] Cette guerre sociale est la réponse du capitalisme européen à la crise capitaliste qui a débuté en 2007, une crise qui ne peut être comparée qu'à la Grande Dépression, et qui a aujourd'hui **son épice centre en Europe**. – Voici quelques extraits d'un Manifeste publié par la Coordination Européenne de la LIT-QI. Le texte intégral se trouve sur notre site, www.lct-cwb.be.*

Nous ne sommes pas simplement face à un changement de plus. Il s'agit d'un processus de **changement qualitatif dans les relations entre les classes au sein de chaque pays, et de changement des relations des pays européens entre eux**. Un changement dans lequel la **dette publique, les coupes budgétaires, les contre-réformes et la néocolonisation de la périphérie forment la base** à partir de laquelle les impérialismes européens centraux veulent assurer leur hégémonie et poser les fondations leur permettant de rivaliser avec l'impérialisme américain. [...] Dans ce contexte, **les victoires partielles des travailleurs ne vont plus être en mesure de donner lieu à des gains stables et ne peuvent être qu'un prélude à des batailles plus sanglantes**. Le résultat final sera soit une **défaite historique** de la classe ouvrière européenne dans le cadre d'une Union européenne sous hégémonie de l'impérialisme allemand, soit la **rupture avec l'UE et l'euro, et l'ouverture d'une voie révolutionnaire internationaliste**. [...]

Un défi majeur auquel nous devons faire face consiste à **surmonter l'obstacle énorme imposé par les bureaucraties syndicales**. [...] Leur refus de convoquer de manière urgente des **journées unitaires de grève et de lutte** à l'échelle de la périphérie de l'euro et de l'Europe est injustifiable. [...] La principale force de nos ennemis, c'est précisément notre division entre pays, qui sont toutefois unis et disciplinés par l'UE. [...]

L'actuel carrefour de l'histoire européenne met également à l'épreuve les organisations politiques de gauche. Les « europhiles », comme le **Bloco**

de Esquerda (Bloc de Gauche) au Portugal, n'envisagent pas d'autre option que le maintien du paiement de la dette aux banquiers, une fois idéalement « restructurée ». [...] Une politique similaire est défendue en **Grèce par Syriza**¹, qui soutient également qu'il faut « restructurer la dette ». [...]



A bas la Troïka et Merkel

Ces partis refusent de défendre le **non-paiement de la dette, et rejettent également d'appeler à la suspension immédiate du paiement de la dette publique**. Ils sont en effet conscients que cela pourrait mener à la sortie l'euro et à la rupture avec l'Union européenne, ce qui, de leur point de vue, équivaut à la ruine complète du pays. Mais c'est une politique aveugle et suicidaire, qui fait le jeu de l'impérialisme allemand et français. [...]

Pour le NPA français, « en Europe, la réponse à la crise n'est pas le protectionnisme, le nationalisme et la sortie de l'euro ». Bien sûr, nous ne pouvons qu'être d'accord avec le rejet du protectionnisme nationaliste, mais [...] ce que défend en réalité le NPA, [...] c'est qu'il n'y a pas d'autre alternative à la rupture avec l'euro et l'UE que

le protectionnisme nationaliste bourgeois. Et ce n'est pas vrai. C'est en effet le dilemme de la bourgeoisie européenne, et en particulier celle dans la périphérie, mais pas celui de la classe ouvrière et de la gauche. [...]

Le NPA ne tient pas compte des autres alternatives, en réalité la seule option qui puisse fournir une issue favorable à la crise historique du capitalisme européen. C'est-à-dire **rompre avec l'euro et l'UE, démolir le monstre antidémocratique et antisocial du capital financier qu'est l'UE, et lever la bannière de la solidarité internationale et de la lutte pour une nouvelle Europe, celle des travailleurs et des peuples, les Etats-Unis socialistes d'Europe**. [...]

La lutte immédiate consiste, bien entendu, à **mettre un terme aux coupes budgétaires, à la réforme des retraites et du travail**, [...] mais arrêter la saignée exige une mesure indispensable et impérative : le **non-paiement de la dette aux banquiers et aux fonds spéculatifs**. [...]

La **crise grecque**, à la tête des crises de la périphérie, démontre que la seule classe qui peut empêcher la faillite du pays, faire cesser la profonde dérive antidémocratique et empêcher le pillage du pays, c'est la classe ouvrière. Mais cela nécessite d'en finir avec le gouvernement fantoche de l'UE et de le remplacer par un **gouvernement des travailleurs et du peuple**, soutenu par les organisations qui soutiennent la mobilisation dans les entreprises et dans les rues.

¹ SYRIZA (Coalition de la gauche radicale) est un front électoral lancé en 2004 et composé de diverses organisations de la gauche grecque et de personnalités politiques.

A bas les coupes budgétaires et les réformes du code du travail !

Pas un euro de plus pour les banquiers !

Aucun paiement de la dette publique aux banquiers !

Pour un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple !

Pour une réponse européenne unifiée à la guerre sociale !

Le boycott académique, une arme pour s'opposer à Israël

**Comité
Palestine
Louvain**

Depuis son lancement en 2005, la campagne internationale « Boycott, Désinvestissements, Sanctions » prend de plus en plus d'ampleur. Cette campagne, lancée par 172 organisations de la société civile palestinienne en défense du boycott économique, culturel, sportif et académique, réunit un grand nombre de personnes voulant agir contre l'Etat sioniste, qui colonise le sol palestinien et qui bafoue quotidiennement les droits les plus élémentaires du peuple palestinien, comme

l'accès à l'eau, à la terre, la liberté de mouvement, le droit à la vie.

D'un point de vue institutionnel, les universités et établissements éducatifs israéliens soutiennent, activement ou passivement, les pratiques discriminatoires et l'oppression de l'Etat d'Israël, tant par la formation idéologique des cadres de l'administration publique, de l'armée et du monde patronal, que par la recherche théorique et appliquée. La science n'est pas neutre. Non seulement les mathématiques ou les sciences de l'ingénieur peuvent avoir des applications militaires, mais même l'architecture, l'histoire, la géographie, l'archéologie ou les sciences politiques sont utilisées en Israël pour justifier la colonisation et l'occupation.

Même si quelques universitaires israéliens sont ouvertement critiques de leur gouvernement, soutiennent leurs collègues palestiniens et œuvrent pour

la paix, d'autres, plus nombreux, ferment les yeux ou ouvrent la bouche pour soutenir les actions criminelles de leur gouvernement, voire pour en réclamer davantage. Des pétitions massives d'universitaires ont, par exemple, soutenu les massacres de Gaza en janvier 2009.

L'université n'est pas un lieu de liberté qu'il faut exclure du champ du boycott. Il est difficile de s'y exprimer contre la politique d'occupation gouvernementale et la liberté y est principalement réservée aux citoyens israéliens, dans un véritable Apartheid Universitaire.¹

Des étudiants de l'UCL ont décidé de prendre une part active contre ses injustices et ont lancé une pétition à l'adresse du Conseil d'Administration de l'université, dont nous reproduisons ici quelques extraits, en vous invitant à la signer.

¹ www.bdsfrance.org

« La lutte du peuple arabe comprend principalement cinq points que nous soutenons pleinement : (1) la **fin de l'occupation** et de la colonisation israélienne (2) le **démantèlement du Mur** (3) la **reconnaissance des droits fondamentaux** pour une égalité absolue des citoyens arabo-palestiniens d'Israël (4) le **respect et la protection des droits** des réfugiés palestiniens (5) permettre à ces derniers de revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 des Nations Unies. [...]

Il existe un **partenariat de mobilité étudiante** signé entre la Louvain Business School of Management et l'université de Tel Aviv s'étendant de 2011 à 2014. Nous refusons cet accord pour deux raisons. Premièrement, cet envoi d'étudiants en Israël dans le cadre du programme Mercator est en lui-même une **reconnaissance de la légitimité** de la politique d'Israël. Deuxièmement, il donne à l'étudiant concerné une **vision unilatérale** de la situation au Proche-Orient, vu l'effort quotidien de l'Etat israélien à nier l'existence du conflit, et ce même à ses propres citoyens.

Il est, pour nous, universitaires engagés, inacceptable d'envoyer des étudiants dans un Etat qui bafoue quotidiennement les droits les plus élémentaires des Palestiniens et des arabes israéliens. Israël est un Etat qui **ne se plie pas aux résolutions internationales** – citons la résolution reconnaissant le droit au retour des réfugiés palestiniens (résolution 194 de l'Assemblée Générale de l'ONU) ou celle exigeant le retrait de l'armée israélienne sur les frontières de 1967 et de Jérusalem (résolution 242). Rappelons de plus que l'armée israélienne **assassine** impunément des Palestiniens, comme en témoigne dramatiquement son offensive contre la Bande de Gaza en décembre 2008. [...]

Nous exigeons [...] que l'Université Catholique de Louvain mette fin à tout accord existant avec les universités israéliennes. »

Dans le cadre de cette campagne de boycott académique, chacun peut s'organiser au sein de l'établissement dans lequel il étudie, enseigne, investit ou, plus généralement, travaille, pour agir collectivement contre l'occupation de la Palestine.

Signez la pétition sur : www.petitions24.net/ucl_-_israel__boycott_universitaire#_ftn1

**Rupture des accords existants entre
l'UCL et l'Université de Tel Aviv !**

**Organisons le boycott académique
des institutions d'enseignement israéliennes !**



Le modèle chinois mis a mal par la crise et la montée ouvrière

Il y a un peu plus trente ans, la bureaucratie de ce qu'était alors l'Etat ouvrier chinois commença la mise en œuvre du « capitalisme à caractéristiques chinoises ». Deng Xiaoping y instaura « les quatre modernisations », après une lutte interne acharnée contre l'aile de la bureaucratie connue péjorativement sous le nom de « Ganga des Quatre ». Ce dernier se revendiquait alors comme héritière des idéaux maoïstes et de la continuité de la Révolution Culturelle.

Ce fut le signal de l'ouverture aux capitaux étrangers, de la privatisation des entreprises d'Etat et de l'introduction des mécanismes du marché dans l'économie. En d'autres termes, ce fut la restauration capitaliste dans un Etat ouvrier qui avait rendu possible des avancées incroyables, malgré les politiques désastreuses imposées par Mao, pour une population largement paysanne en état de misère constante, ainsi que pour la classe ouvrière.

D'autre part, il n'y eut aucun changement dans le maintien draconien d'une dictature, aujourd'hui bourgeoise, basée sur l'Armée du Peuple et le système de parti unique, le Parti Communiste Chinois (PCC). Ainsi, en 1989, un processus révolutionnaire qui exigeait des libertés démocratiques, la fin de la corruption et des syndicats libres, termina dans un bain de sang sur la place Tian'anmen.

C'est une honte pour tous les révolutionnaires que cette dictature au service du capital continue à s'appeler « communiste », dirigeant un « socialisme de marché », foulant aux pieds notre bannière socialiste.

Le modèle chinois et la crise économique

Ce modèle a fait de la Chine une « usine du monde » dans les années 90 ; et a été crucial pour l'expansion économique du capitalisme dans les années 2000. La dictature assurait des taux de profit élevés pour la bourgeoisie, à partir d'une surexploitation de la classe ouvrière et de l'installation des multinationales en vue de la production de produits destinés à l'exportation. Durant ce processus,

la population chinoise a vu son niveau de vie baisser de plus en plus, en contradiction avec la richesse générée par le pays, et ce à tel point que la consommation des ménages n'atteignait que 36 % du PIB, alors que des secteurs de la bureaucratie de l'Etat, de l'armée et d'une « nouvelle classe moyenne » en bénéficiaient.

La Chine joua également un rôle clef dans l'atténuation la crise économique initiée en 2006 aux Etats-Unis, crise qui eut des répercussions mondiales suite l'éclatement de la « bulle immobilière » en 2007.

Le gouvernement chinois injecta 586 milliards de dollars dans l'économie en 2008/09, auxquels il faut ajouter 1 500 milliards de dollars de crédits de banques d'Etat, dans le but d'éviter un effondrement mondial, et de conserver l'emploi de quelque 150 millions de migrants – des travailleurs sans droits et misérablement rémunérés – afin d'éviter que les révoltes populaires n'embrasent le pays.

Toutefois, si la crise a pu être atténuée, elle n'a pas pu être éliminée. Elle s'est maintenue aux Etats-Unis, dans une situation de faible croissance économique, et elle s'est approfondie en Europe, le principal marché d'exportation pour les produits chinois. Ainsi le modèle d'exportation financé par le gouvernement commence à montrer des signes d'épuisement. Mais en dépit d'un niveau de croissance supérieur à la moyenne mondiale, cette politique a ses jours comptés. En cause : le niveau élevé de liquidité monétaire, qui provoque des pressions inflationnistes et une difficulté majeure pour contrôler le taux de change ; les dettes impayables des gouvernements régionaux (près de 11 % du PIB) ; la surproduction dans différents secteurs issus du crédit facile et des incitations fiscales, surtout dans le marché du logement et de l'acier ; et les augmentations salariales qui résultent de la lutte sans relâche d'une classe ouvrière totalement précarisée, dans le secteur privé.



Grévistes d'une usine d'électronique sous-traitant d'Apple, de Hewlett Packard et du fabricant de BlackBerry RIM, en décembre 2011. Elles bloquent l'entrée de l'usine, dénonçant des « licenciements massifs ».

En réalité, le PIB a augmenté de 9,2 % en 2011 (contre 10,4 % en 2010), mais le troisième trimestre de cette année n'affichait qu'une croissance de 9,1 % annuel, et le dernier seulement de 8,9 %. On s'attend à ce que le premier trimestre de 2012 présente une baisse encore plus importante, entre autres en raison des vacances de 15 jours du Nouvel An chinois. Les mois de janvier et février montrent une réduction de l'activité dans les industries primaires (matières premières) et dans celles des appareils électrodomestiques : industrie pétrolière -1,1 % ; minerai de fer 16,3 %, avec des indications claires de surproduction ; ciment 4,8 % ; acier 2,2 % ; métallurgie 4,6 % ; machines à laver -5,7 % ; réfrigérateurs -2,9 % ; climatiseurs -4,8 %. D'autre part, les indices sont stables pour la production de machines-outils et d'engins agricoles, et pour les produits électroniques destinés à l'exportation (ordinateurs, téléphones cellulaires). Les données montrent une réduction draconienne des investissements de l'Etat (industries primaires), ce qui conduira à une réaction en chaîne à l'avenir, si cette tendance se poursuit.

Atterrissage en douceur ?

Avec des signes de plus en plus clairs d'un ralentissement de l'économie, que le gouvernement n'a pas pu éviter moyennant des mesures purement fiscales (baisse du taux d'intérêt et du crédit compulsif des banques, contrôle

des changes, contrôle accru sur les prêts bancaires), la dictature chinoise admet déjà une prévision à la baisse de la croissance économique dans les années à venir. Lors de l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP - le parlement chinois, entièrement contrôlé par le PCC), le Premier ministre Wen Jiabao a annoncé une prévision de croissance du PIB de 7,5 % pour 2012 et un objectif de 7 % en moyenne jusqu'en 2015. C'est ce qu'on appelle « l'atterrissage en douceur » de l'économie, ce qui donnerait suffisamment de temps pour faire la transition d'un modèle d'exportation vers un modèle basé sur la consommation intérieure.

Cette transition est exigée depuis des années par la Banque mondiale et est également incluse dans les plans quinquennaux du pays, mais jusqu'ici sans succès. Le problème est qu'un nouveau modèle de production affecte le cœur de l'économie d'exportation et les intérêts d'un secteur important de la bourgeoisie chinoise, basé à Hong Kong, propriétaire d'usines de biens d'exportation et employeuse d'un important contingent de travailleurs migrants. En ce sens, Wang Yang, gouverneur de l'Etat de Guangdong, a déclaré qu'une région comme Dongguan, un des centres d'exportation de l'Etat, pourrait devenir « la Grèce du Guangdong », car « Dongguan est un modèle traditionnel de développement, mais en raison de l'appréciation de la monnaie et la hausse des prix des matières premières, il est difficile d'assurer la continuité de nombreuses entreprises ».

Wang Yang omet toutefois le problème des problèmes : les augmentations salariales, obtenues grâce à la montée des luttes de la classe ouvrière (il y a eu 180 000 conflits en 2010), qui forcent le gouvernement à accorder des ajustements bien supérieurs à l'inflation dans les salaires minimums régionaux, ce qui, à son tour, érode la survaleur obtenue par ce secteur de la bourgeoisie et affecte donc le taux de profit de toute l'économie. Cette réduction du taux de profit pousse la bourgeoisie dans trois directions : déplacer leurs usines vers l'intérieur, où les salaires minimums régionaux sont plus faibles ; déplacer leurs usines vers des pays voisins, où les salaires

sont encore plus bas (par exemple, au Vietnam) ou, pour certaines multinationales américaines telle Caterpillar, rapatrier la production aux Etats-Unis lorsque les coûts s'avèrent compétitifs.

Cela peut créer une réduction du niveau de l'emploi dans les régions exportatrices de l'Est et provoquer un « tsunami ouvrier », conduisant à une situation que la dictature veut éviter à tout prix : la possibilité de la transformation de milliers de luttes économiques et démocratiques – comme au Tibet ou dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, ou à Wukan où les habitants rebelles ont occupé les installations du gouvernement municipal et ont obligé ce dernier à négocier – dans un mouvement unifié contre le gouvernement et la bourgeoisie, c'est-à-dire le début d'une révolution dans le pays.

C'est pourquoi la dictature entend intensifier la répression sélective contre les dirigeants de la lutte, tout en adoptant des mesures économiques prudentes visant à prévenir le soulèvement. A cet effet, elle augmente le budget de l'armée et elle propose une

Wang Yang omet toutefois le problème des problèmes : les augmentations salariales, obtenues grâce à la montée des luttes de la classe ouvrière.

réforme du Code pénal, avec la légalisation des enlèvements de personnes « soupçonnées de subversion », pour « enquête », jusqu'à six mois.

Même un « atterrissage en douceur » de l'économie peut donc donner lieu à des conséquences politiques imprévisibles dans la lutte de classes, tendant vers un stade supérieur dans les mobilisations.

Les différends au sein de la bourgeoisie

Jusqu'à présent, la dictature a démontré une unité totale dans la mise en œuvre de sa politique. Toutefois, un différend a explosé en pleine séance de l'Assemblée nationale populaire (ANP), entre deux ailes de la bourgeoisie représentées dans la direction du PCC.

Le dernier jour de l'ANP, le 14 mars, le Premier ministre lança une

attaque cinglante : « *Le Comité municipal actuel et le gouvernement de Chongqing doivent réfléchir sérieusement sur l'incident de Wang Lijun et en tirer les leçons appropriées.* » Wen Jiabao faisait référence à la fuite, sans cause connue, du vice-maire de Chongqing, Wang Lijun, pour un consulat des Etats-Unis, survenue le mois précédent. Wang avait passé la nuit au consulat et avait ensuite été remis aux autorités chinoises et démis de ses fonctions « pour un traitement médical ». Quelques heures après la déclaration de Wen, Bo Xilai, le chef du Parti à Chongqing, fut démis de toutes les fonctions qu'il occupait au sein de la ville, mais il reste toujours membre du Comité Central du parti.

Cette décision a conduit à des mesures de sécurité préventives à Pékin et à Chongqing, y compris la censure habituelle de la presse et d'internet et, probablement, des détentions préventives.

Bo Xilai était une étoile montante dans le PCC et sa nomination pour le Comité Permanent (CP), l'organe tout-puissant de neuf membres du Parti, était acquise. Sa renommée provenait de l'application du dénommé « Modèle Chongqing » : la promotion d'une coutume de chanter de vieilles chansons révolutionnaires de l'époque de Mao dans les lieux publics et le développement de programmes de logements pour la population à faible revenu. En outre, une campagne, intitulée *Da Wei*, était mise en œuvre. Elle visait à traquer la mafia de la ville, qui touchait évidemment de nombreuses entreprises. Le juge de Chongqing lui-même, Wen Qiang, fut condamné à mort, accusé d'avoir enterré dans un jardin 3 millions de dollars provenant de la corruption.

La politique de Bo attirait le secteur « néo-maoïste », qui défendait la maintenance du pouvoir d'Etat dans l'économie, mais sans attaquer le « socialisme de marché » prêché par la direction. Il est donc considéré par les analystes étrangers comme un gauchiste, défenseur des entreprises de l'Etat et de l'égalité sociale.

Son origine sociale et sa pratique politique démentent toutefois cette caractérisation. Bo est un « prince » du parti, un de ces enfants des dirigeants de la révolution de 1949 qui ont gravi

les échelons du pouvoir sur la base de privilèges acquis par héritage. Par son style populiste autoritaire, il ressemble davantage à un Hugo Chavez chinois ou, dans une comparaison plus européenne, un Vladimir Poutine, qu'à un chef de file de la gauche. A Chongqing, une ville de 30 millions d'habitants, la participation du capital privé dans le PIB municipal a augmenté de 25 % à 60 % en 2007. En outre, le programme de maisons populaires se résume à la construction de dortoirs pour des travailleurs migrants, afin d'encourager l'installation d'industries privées dans la région. Les neo-maoïstes eux-mêmes ont pu savourer le « style Bo » quand ils organisèrent une conférence dans la ville : ils furent arrêtés sur ordre de leur idole.

C'est l'impérialisme qui commande

Le châtiement de Bo fut soutenu par le président Hu Jintao, le Premier ministre Wen Jiabao, le vice-président Xi Jinping (un autre « prince ») et même des alliés tels que Zhou Yongkang, le chef de la sécurité intérieure, faisant preuve d'une unité de façade au sommet.

Un autre événement, apparemment sans rapport, permet de clarifier ce différend. Quelques semaines avant l'installation de l'ANP, un copieux rapport de la Banque mondiale préconisait la mise en œuvre « *de réformes structurelles pour renforcer les fondements d'une économie de marché, moyennant la définition du rôle du gouvernement, la réforme et la restructuration des entreprises et des banques de l'Etat, le développement du secteur privé, la promotion de la concurrence et l'approfondissement de la réforme agraire, du travail et du marché financier* ».

Le rapport de 470 pages prévoit la réduction de la participation de l'Etat dans l'économie de la Chine à hauteur de 10 % pour 2030 et l'ouverture immédiate du marché financier.

Cette recette néo-libérale est défendue par la Banque mondiale (c.-à-d. l'impérialisme) depuis des années. La nouveauté est que cette fois, ce rapport a comme coauteur le Centre de Recherche et Développement, une agence du Conseil d'Etat de la Chine.

Lors de l'ouverture de l'ANP, le Premier ministre, en symbiose totale avec le rapport, promettait de « casser les monopoles » et « d'attirer

l'investissement privé pour le transport ferroviaire, les services publics (eau et égouts), les finances, l'énergie, les télécommunications, l'éducation et les soins médicaux » : tous secteurs sous contrôle étatique. Bo, quant à lui, n'a fait aucune déclaration contraire.

Cette attaque frontale sur les entreprises d'Etat et le système financier, ainsi que l'ouverture de la terre au secteur privé, sont nécessaires pour donner un débouché aux capitaux spéculatifs, désireux d'investissements lucratifs. Mais elles représentent un risque énorme pour la dictature, à cause de l'importante montée ouvrière et populaire en Chine, à laquelle peuvent se joindre les luttes du secteur plus traditionnel de la classe ouvrière, les travailleurs des entreprises nationalisées après la révolution de 1949.

Le 18e Congrès du PCC et l'évolution du différend

Dans ce contexte complexe, deux ailes de la bourgeoisie s'affrontent au sommet du PCC, où se concentrent les rênes du pouvoir. Une aile majoritaire, consciente des problèmes sociaux soulevés par l'évolution de l'économie, cherche un chemin de négociation avec le mouvement de masses, sans abandonner le contrôle dictatorial du pays. L'aile minoritaire de Bo entend appliquer le même plan économique dicté par l'impérialisme, mais moyennant une politique populiste et plus répressive. Pour cela, face aux luttes à venir du mouvement de masse, elle veut construire un grand « Bonaparte », Bo lui-même, comme médiation dans les affrontements entre le prolétariat et la bourgeoisie, en maintenant l'appareil de l'Etat intact.

C'est bien cela le sens de l'affirmation de Wen Jiabao quand il annonça le châtiement des dirigeants de Chongqing : « Sans le succès de la réforme politique structurelle [...], une tragédie historique semblable à la Révolution Culturelle pourrait arriver de nouveau. » Et c'est également le sens de la motion pour le Comité Permanent, de Wang Yang, gouverneur du Guangdong, qui négocia avec les habitants rebelles de Wukan la destitution des dirigeants locaux du PCC et l'élection d'un nouveau conseil municipal, évitant ainsi un bain de sang dans le village.

Ce différend au sein de la bourgeoisie devrait avoir un dénouement dans les coulisses du 18e Congrès du PCC en octobre, mais la fuite de Wang Lijun pour le consulat des Etats-Unis a précipité les événements, et de ce fait la destitution de Bo Xilai.

Si se vérifient les élections annoncées de l'actuel vice-président Xi Jinping, un néo-libéral, au poste de président, et de Li Keqiang, un homme de confiance de Hu Jintao, au poste de Premier ministre, ce sera une victoire de l'aile majoritaire. Et l'élection probable de Liang Wengen – le président de *Sany Heavy Industries*, considéré comme la personne la plus riche du pays, avec une fortune de 11 milliards de dollars – sera un geste symbolique de l'implication directe du grand capital dans l'appareil de l'Etat.

Cependant, la proclamation de « l'unité » et l'élection unanime de nouveaux organes de direction du parti et du pays, qui auront certainement lieu, ne seront pas en mesure de masquer la crise. La lutte de pouvoir entre une aile, qui est à la recherche d'ouvertures contrôlées pour mettre en œuvre les plans impérialistes, et l'autre, qui a l'intention de maintenir la répression à travers un « Bonaparte » pour appliquer les mêmes plans, sera toujours maintenu sous la pression de la montée du mouvement de masse, qui n'est représenté par aucune des deux.

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal *Presse Internationale* est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de

20 EUR pour 10 numéros

- Versez le montant sur le compte de la

Ligue Communiste des Travailleurs
N° 523-0416096-41

avec mention de votre nom et
« Abonnement PI »

- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à
lct.cwb@gmail.com

soit par la poste à

J. Talpe

Rue de l'Elan, 73 - Bte 10
1170 Watermael-Boitsfort